

Unité départementale du Val-d'Oise
Immeuble administratif Jacques Lemerrier
5 avenue de la Palette
95300 CERGY-PONTOISE

Pontoise, le 05/04/2022

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 24/03/2022

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

M.A.J. ELIS

14, rue Marcel Paul
95870 BEZONS

Références : UD95-2022/0257-ML

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 24/03/2022 dans l'établissement M.A.J. ELIS implanté 14, rue Marcel Paul à BEZONS (95870). L'inspection a été annoncée le 15/03/2022. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Cette visite s'inscrit dans le cadre du programme pluriannuel de contrôle. Elle fut l'occasion de faire le point des modifications que l'exploitant devra porter à la connaissance du Préfet, relatives à l'état de ses installations et à son projet de modification relative à la partie DASRI.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- M.A.J. ELIS
- 14, rue Marcel Paul 95870 BEZONS
- Code AIOT dans GUN : 0006505483
- Régime : Enregistrement
- Statut Seveso : Non Seveso
- Non IED - MTD

La société M.A.J ELIS est une société exerçant dans le secteur de la blanchisserie industrielle. Son site de Bezons est dédié au secteur de la santé (linge plat et vêtements de travail principalement). Une activité de regroupement de DASRI (en faible volume) est également présente sur le site.

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- Situation administrative du site (cf. arrêté du 10 mars 2016)
- Rejets aqueux (cf. article 3.1.6.3 de l'arrêté du 31 juillet 2003)
- Autosurveillance (cf. article 3.1.6.4 de l'arrêté du 31 juillet 2003)
- Rejets atmosphériques (cf. articles 3.II.3 et 3.II.4 de l'arrêté du 31 juillet 2003)
- Installation électrique (cf. article 3.V.2.3 de l'arrêté du 31 juillet 2003)
- Moyens d'intervention (cf. article 3.V.71.3 de l'arrêté du 31 juillet 2003)

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite
- la prescription contrôlée
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'inspection des installations classées
 - les observations éventuelles
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous)
 - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il sera proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives.
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

Nom du point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
Situation administrative	AP Complémentaire du 10/03/2016, article 2	/	Sans objet
Rejets aqueux	Arrêté Préfectoral du 31/07/2003, article 3.1.6.3	/	Sans objet
Autosurveillance	Arrêté Préfectoral du 31/07/2003, article 3.1.6.4	/	Sans objet
Rejets atmosphériques	Arrêté Préfectoral du 31/07/2003, article 3.II.3 et 3.II.4	/	Sans objet
Installation électrique	Arrêté Préfectoral du 31/07/2003, article 3.V.2.3	/	Sans objet
Moyens d'intervention	Arrêté Préfectoral du 31/07/2003, article 3.V.7.1.3	/	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'exploitant respecte les conditions d'exploitation de son établissement.

2-4) Fiches de constats

Nom du point de contrôle : Situation administrative

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 10/03/2016, article 2
Thème(s) : Situation administrative, Classement ICPE du site
Prescription contrôlée : Classement ICPE du site
<p>Constats : Les installations de l'établissement sont régulièrement autorisées, notamment par l'arrêté préfectoral du 31 juillet 2003, dernièrement modifié par arrêté préfectoral complémentaire du 10 mars 2016 relatif à l'actualisation du tableau de classement ICPE du site.</p> <p>Concernant la rubrique 2340, l'exploitant indique qu'en 2021, la capacité de lavage s'est élevée à 31 tonnes par jour de linge, soit en deçà de la capacité maximum de lavage de linge autorisée de 50 t/jour.</p> <p>Concernant la rubrique 2910, l'exploitant informe l'Inspection que certains équipements ont été remplacés, notamment le brûleur à gaz et des séchoirs par de nouveaux plus performants. Le régime de classement au titre de cette rubrique reste cependant inchangé (DC).</p> <p>Concernant la rubrique 2718, l'exploitant envisage de modifier les locaux DASRI, tout en restant sous le seuil de déclaration de 1 tonne.</p> <p>L'Inspection demande à l'exploitant de porter à sa connaissance (PAC) par courrier adressé à Monsieur le préfet les installations modifiées et le projet de modification relative à la partie DASRI.</p> <p>L'exploitant informe l'Inspection de sa demande d'antériorité déposée en mai 2016 pour l'utilisation de 3,8 tonnes d'acide formique destinés à la neutralisation du linge en fin de lavage, concernée par la rubrique 4130 sous le régime de la déclaration.</p> <p>Cette demande d'antériorité sera instruite en même temps que le PAC que l'exploitant doit transmettre suite aux modifications de certains équipement et installations (local DASRI).</p>
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Rejets aqueux

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 31/07/2003, article 3.1.6.3
Thème(s) : Risques chroniques, Rejets aqueux
Prescription contrôlée : Eaux industrielles et Eaux pluviales
<p>Constats : L'exploitant présente les fréquences et résultats des différentes analyses réalisées aux points de rejet n° 2 et n° 4, concernant respectivement les rejets des eaux pluviales susceptibles d'être polluées et les rejets des eaux industrielles.</p> <p>Il apparaît que l'exploitant respecte la périodicité de l'ensemble des analyses.</p> <p>Concernant le rejet des eaux industrielles, les valeurs relevées sont conformes aux prescriptions de l'arrêté.</p> <p>Concernant le rejet des eaux pluviales susceptibles d'être polluées, les résultats d'analyse sont conformes, à l'exception des MES dont la concentration maximale dernièrement relevée en mars 2021 est de 209 mg/l pour une VLE de 100 mg/l. L'exploitant n'a pas apporté d'explication à ce dépassement. Un autre dépassement en MES avait été observé en décembre 2019 (227 mg/L) alors que les analyses réactives de février 2020 étaient rassurantes (26 mg/L). L'exploitant indique que la prochaine analyse est prévue courant mars/avril 2022. En cas de nouveau dépassement de la VLE, l'Inspection indique à l'exploitant qu'il sera nécessaire de rechercher les causes du dépassement afin d'apporter des mesures correctives appropriées.</p> <p>L'inspection demande les suites données au courrier du 3 décembre 2015 référencé UT95/2015/SC/AD/1178 adressé à l'exploitant, actant de l'arrêt de la surveillance de la RSDE sur son site et demandant la suppression des substances Nonylphénols et Tributylétin Cation (TBT) à l'échéance 2021.</p> <p>Des éléments de réponse ont été apportés par l'exploitant par courriel le 1er avril 2022 (soit 8 jours après l'inspection). Concernant le TBT, l'exploitant indique que lors de la surveillance initiale, uniquement 1 mesure sur 6 a présenté une concentration non nulle (0,065 µg/l) et un flux de l'ordre de 0,03g/j et que cette mesure très ponctuelle n'est pas représentative de son activité. Il précise que les moyens à mettre pour le traitement d'une telle substance compte tenu des concentrations et des flux en jeu, tout en considérant l'apparition de cette substance anecdotique, lui paraissent démesurés. Quant aux Nonylphénols, il rappelle qu'il a obtenu à l'issue de la surveillance initiale une concentration moyenne de 4,2 µg/l et un flux moyen de 1,25 g/l. L'exploitant a fait réaliser une étude de branche avec le GEIST en 2013 afin d'identifier l'ensemble des solutions techniques envisageables pour le traitement du nonylphénol en sortie de leur process. Celles-ci ne lui semblent pas être des solutions de réduction techniquement viables et à un coût acceptable, en particulier compte tenu des flux en jeu. Enfin, l'exploitant indique que son site est raccordé à une station d'épuration communale, qui traite en partie ces polluants avant rejet au milieu naturel.</p> <p>Par ailleurs, l'arrêté du 24 août 2017 (annexe I article 6) est venu modifier l'article 22 de l'arrêté ministériel du 2 février 1998 par l'alinéa suivant :</p> <p>« III. Pour les substances dangereuses visées par un objectif de suppression des émissions et dès lors qu'elles sont présentes dans les rejets de l'installation, la réduction maximale doit être recherchée. L'exploitant tient donc à la disposition de l'inspection les éléments attestant qu'il a mis en œuvre des solutions de réduction techniquement viables et à un coût acceptable afin de respecter l'objectif de suppression aux échéances fixées par la réglementation en vigueur. ».</p> <p>L'Inspection considère que les explications de l'exploitant sont recevables, notamment compte tenu des très faibles flux en jeu et des coûts élevés qu'engendrerait une mise en œuvre de suppression de la substance ou de sa réduction maximale.</p>
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Autosurveillance

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 31/07/2003, article 3.1.6.4
Thème(s) : Risques chroniques, Autosurveillance
Prescription contrôlée : Autosurveillance
Constats : Il apparaît que l'exploitant fait réaliser les analyses et mesures prévues par l'arrêté d'autorisation. Il alimente également l'outil de déclaration et d'exploitation GIDAF des données d'autosurveillance.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Rejets atmosphériques

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 31/07/2003, article 3.II.3 et 3.II.4
Thème(s) : Risques chroniques, Rejets atmosphériques
Prescription contrôlée : Rejets atmosphériques
<p>Constats : L'exploitant indique à l'Inspection qu'il fait effectuer des analyses sur la chaudière tous les deux ans au lieu des trois prescrits dans l'arrêté. Le dernier contrôle date de juillet 2020 et le rapport afférent de l'APAVE daté du 30 septembre 2020 est présenté en séance.</p> <p>L'exploitant informe l'Inspection qu'à l'origine, la chaudière était une chaudière mixte gaz/fuel et que dorénavant, la chaudière possède un brûleur fonctionnant uniquement au gaz naturel. Lors du contrôle de juillet 2020, les mesures en oxydes d'azote (en équivalent NO₂) de la chaudière au gaz étaient de 42 mg/Nm³ (pour une VLE à 150). S'agissant d'une chaudière au gaz, aucune mesure relative au SO₂ et poussières n'est effectuée, ni exigée par l'arrêté d'autorisation.</p> <p>L'exploitant informe également l'Inspection de l'absence d'analyse des rejets du groupe électrogène du fait de sa très faible utilisation, soit environ 10 heures par an dans le cadre de son entretien.</p> <p>L'Inspection ne relève pas de non-conformité mais demande à l'exploitant de porter à sa connaissance les évolutions de ses équipements afin de les acter dans un arrêté préfectoral complémentaire et de mettre à jour les dispositions correspondantes (cf. article 3.II.3).</p>
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Installation électrique

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 31/07/2003, article 3.V.2.3
Thème(s) : Risques accidentels, Installation électrique
Prescription contrôlée : Contrôle annuel
<p>Constats : L'exploitant indique que les installations électriques sont vérifiées une fois par an par la société APAVE, respectant ainsi la fréquence de contrôle prescrite dans l'arrêté.</p> <p>La dernière vérification complète des installations électriques de l'établissement a été effectuée les 27 et 28 janvier 2022, pour laquelle la société APAVE a rendu son rapport de vérification des installations électriques Q18 relatif à la prévention des risques d'incendie et celui relatif à la prévention des risques d'électrisation exigée par le code du travail (article R.4226-16).</p> <p>Ces rapports relèvent quelques non-conformités pour lesquels l'exploitant a établi un plan d'actions afin de les lever. L'exploitant a indiqué que les non-conformités Q18 relatives à la sécurité incendie étaient levées. Le plan d'actions transmis par courriel du 1er avril 2022, avec les rapports de vérification des installations électriques, montre que la majeure partie des non-conformités sont d'ores et déjà levées ou en cours de l'être, ce qui témoigne de la réactivité de l'exploitant.</p> <p>L'exploitant informe l'Inspection qu'il fait également effectuer chaque année par un prestataire extérieur un contrôle par thermographie, et que des contrôles sont également effectués en interne par les équipes du site. Ces contrôles permettent d'identifier d'éventuels échauffements anormaux pouvant être à l'origine de départ de feu.</p>
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Moyens d'intervention

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 31/07/2003, article 3.V.71.3
Thème(s) : Risques accidentels, Moyens d'intervention
Prescription contrôlée : Nombre, état et contrôles
<p>Constats : L'exploitant rappelle que les moyens d'intervention sont constitués :</p> <ul style="list-style-type: none">- d'un système de détection incendie : sprinkleurs dans la partie usine et détecteurs de fumée pour le reste du site- des extincteurs en nombre suffisant et de 11 RIA. L'exploitant précise que leur emplacement est susceptible d'évoluer selon l'étude (nommée N4) en cours qui permettra de définir le meilleur emplacement pour l'implantation des dispositifs d'extinction, en fonction des spécificités des locaux et de leurs usages. <p>L'exploitant indique que tous les moyens d'intervention sont contrôlés annuellement, à l'exception du système de sprinklage contrôlé tous les 6 mois.</p> <p>Les derniers contrôles ont été réalisés en mars 2022 pour ce qui concerne les moyens de détection, par le prestataire SCUTUM Incendie, et en mars 2021 pour ce qui concerne les RIA et extincteurs, également par SCUTUM Incendie.</p> <p>Le système de protection incendie sprinkler devant être remis en conformité tous les 30 ans avec la dernière règle en vigueur, l'exploitant informe l'Inspection qu'une visite de conformité trentenaire de l'installation sprinkler est prévue en 2023.</p> <p>L'Inspection considère que l'exploitant répond à ses obligations en matière de moyens de secours contre l'incendie et qu'il respecte la périodicité de vérification des différents matériels mis en place par des organismes agréés.</p>
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet